

Service des Etablissements Classés

N° 6844



ACCUSE DE RECEPTION

D'UNE DECLARATION D'ETABLISSEMENT DANGEREUX,
INSALUBRE OU INCOMMODE de 3ème CLASSE

(Application de la loi du 19 Décembre 1917)

Le Préfet du Département de Seine-et-Marne,

accuse réception à **Monsieur FRANCI François-Marie, caoutchoutier**
demeurant **31, avenue Henri - 94 - Joinville-le-pont**
de sa déclaration en date du 8 juin 1967

concernant l'installation sur la commune de Pontault-Combault - RN 4 -
Lieudit "Petites Friches", d'un atelier de fabrication d'objets
en caoutchouc sans emploi de liquides inflammables ni de produits
odorants ou toxiques. La transformation se fait à partir du caout-
chouc brut moulé à l'aide de presses.
Surface de l'atelier : 200 m2.

Cet établissement est rangé dans la 3^e classe des Etablissements dangereux, insalubres ou
incommodes, et compris sous le N° **96-3° et 97** de la nomenclature annexée au décret
N° 58-451 du 15 Avril 1958.

Par application de la loi du 19 Décembre 1917, modifiée, M. **FRANCI François-Marie**

devra se soumettre aux prescriptions générales ci-jointes déterminées pour les Etablissements
de la catégorie dont il s'agit ainsi qu'aux prescriptions légales et réglementaires relatives à
l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

DESTINATAIRES

- M. **FRANCI François-Marie**
- le maire de Pontault-Combault
- le sous-préfet de Melun
- le Directeur départemental du Travail et de la Main-d'Ouvre
- l'Inspecteur des Etablissements classés de Meaux
- chrono.

Le présent accusé de réception a trait uniquement à l'ouverture d'un établissement
classé. Eventuellement, le déclarant aura à se pourvoir auprès des autorités compétentes pour
obtenir toutes autorisations nécessaires (notamment celles relatives aux permis de construire
et à l'occupation du domaine public).

Si l'établissement n'est pas ouvert dans le délai de trois ans à partir de la déclaration
ou si son exploitation est interrompue pendant plus de deux années consécutives, l'industriel
devra faire une nouvelle déclaration.

MELUN, le

9 JUIN 1967

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur de l'Administration
Générale et de la Réglementation

